

Collectif solidarité contre l'exclusion asbl

Résumés des études et analyses du CSCE 2024

réalisées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Service de l'Education permanente).

Etudes :

Étude 1 : Anatomie d'un cordon (Le cordon sanitaire médiatique en Belgique)

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 113 p. 4 à 27, 104.250 caractères

Le « cordon sanitaire » ? L'expression désigne – on fait court – l'engagement politique pris par des partis francophones et flamands (sauf la N-VA) de ne pas gouverner avec l'extrême droite. Jusqu'ici, ce « cordon politique » est (presque) totalement respecté. Un autre « cordon » fait débat, on veut dire le « cordon sanitaire médiatique ». De quoi s'agit-il ? En gros, de l'engagement des médias francophones à ne pas donner la parole aux représentants de l'extrême droite dans leurs colonnes ou sur leurs plateaux. Ce cordon-là n'existe qu'au sud du pays : au Nord, il s'est vite avéré impossible à tenir tant les scores du Vlaams Blok d'abord, du Vlaams Belang ensuite, ont rendu la présence médiatique des extrémistes incontournable. « *A voir*, contestent en substance certains observateurs auxquels nous donnons la parole dans cette étude : *ne serait-ce pas plutôt en raison du fait que l'extrême droite a si rapidement et si largement obtenu droit de cité dans les médias qu'elle a cru et embelli en Flandre, mais aussi en France, en Italie, etc. ? Et, poursuivent-ils logiquement, n'est-ce pas précisément en raison du fait qu'elle soit interdite d'antenne en Belgique francophone qu'elle ne parvient pas à s'y implanter ?* » Celles et ceux qui favorisent cette thèse se positionnent fermement en faveur du maintien de ce fameux « cordon sanitaire médiatique » qui, notons-le, est unique en Europe. Certains plaident même, nous le verrons dans ce dossier, pour qu'il soit étendu à l'encontre de ceux et celles qui, au sein de partis démocratiques, tiennent des propos qui heurtent les oreilles des militants antifascistes.

Avec cette étude consacrée au « cordon sanitaire médiatique », Ensemble ! espère contribuer à favoriser la compréhension de ce qu'il est et de ce qu'il n'est pas, car il est sujet à plusieurs interprétations et donc, aussi, à une certaine confusion. Aider à cerner les contours précis du « cordon médiatique », ce qu'il implique – ou devrait impliquer – pour les journalistes, histoire d'en identifier sereinement ses bienfaits et ses effets pervers : tel est notre objectif.

Analyses :

1) 2024 : nos priorités, leurs programmes

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 28 à 29, 8.872 caractères

Quels sont les enjeux des élections du 9 juin 2024 ? Comment se positionnent les différents partis par rapport à des thématiques régulièrement traitées dans Ensemble ! ?

2) De bons salaires et une bonne protection sociale

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 54 à 55 et 62 à 63, 11.780 caractères

Supprimer ou maintenir l'indexation de salaires ? Multiplier les sous-statuts ou les supprimer ?
Traquer ou régulariser les sans-papiers ? Autant d'enjeux des élections de 2024.

3) Pour une assurance chômage forte

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 64 à 65 et 71 à 72, 13.988 caractères

L'indemnisation du chômage est une protection essentielle pour les travailleurs et les travailleuses. Elle doit être défendue et reconstruite.

4) Une aide sociale qui garantisse le droit à la dignité humaine

Arnaud Lismond et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 73, 75 et 77, 10.319 caractères

Les aides octroyées par les CPAS sont essentielles pour protéger les plus fragiles et pour la cohésion sociale.

5) Dire non à l'UE néolibérale

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 78 à 79 et 83, 11.182 caractères

L'Union européenne (UE), telle qu'elle existe, sape les solidarités sociales et les démocraties représentatives organisées au niveau national. Stop ou encore ?

6) Sortir des impasses du marché de l'énergie

Colin Spears (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 84 à 85, 9.069 caractères

La crise de l'énergie de 2022 a rendu manifestes les impasses de la libéralisation du marché de l'énergie. Pour garantir l'accès de tous à l'énergie, le rôle des pouvoirs publics doit monter en puissance

7) L'énergie : un droit fondamental ou une marchandise ?

Louis Vankerkhove (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 90 à 91, 9.072 caractères

Les positionnements des partis politiques en matière d'accès à l'énergie renvoient à des idées fondamentales sur l'organisation de sa production (publique/privée) et sur la répartition des revenus.

8) Des engagements politiques contre la pollution électromagnétique ?

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 92 à 93, 9.248 caractères

Avant les différents scrutins de juin 2024, nous avons sondé les partis politiques sur leurs projets. Parmi les thématiques : leurs éventuelles initiatives pour venir en aide aux personnes dites « électrosensibles », en souffrance au contact des rayonnements des nouvelles technologies.

9) EHS : entre déni et timides avancées

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 97 à 98, 8.947 caractères

À la lecture des réponses des partis à nos interpellations, il semble évident qu'ils n'ont pas trop approfondi le sujet... Certains semblent néanmoins prêts à soutenir de – très modestes – avancées.

10) Le chômage et l'aide sociale dans les programmes des partis flamands

Arnaud Lismond et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 99 à 105, 25.254 caractères

Un parti fasciste, un bloc de la N-VA à Vooruit qui veut poursuivre la casse de l'assurance chômage puis Groen et le PVDA qui la défendent. Voilà en résumé l'offre politique flamande en juin 2024 concernant le chômage et le droit à l'aide sociale.

11) Le faux-nez social du programme du Vlaams Belang

Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 113, p. 104 à 108, 21.687 caractères

« La Flandre à nouveau à nous » (Vlaanderen weer van ons), c'est le slogan du Vlaams Belang pour ces élections de 2024. Que nous apprend le programme électoral de ce parti sur ce qui se cache derrière cette formule ?

12) Mobiliser contre la casse de l'assurance chômage

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 4 à 6, 15.247 caractères

Limiter les allocations de chômage, c'est s'attaquer à tous les travailleurs et à l'organisation nationale de la solidarité.

13) Que prévoyait la « super note » De Wever pour les chômeurs ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 7 à 9, 14.845 caractères

Au milieu de cet été, de premières informations ont fuité sur le contenu des négociations pour la formation d'un gouvernement Arizona. La démolition de l'assurance chômage faisait partie du menu.

14) Couper les allocations de chômage : qui et combien ?

Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 10 à 15, 17.583 caractères

141.238 ménages frappés en cas de limitation à deux ans. La région bruxelloise quatre fois plus durement touchée que la Flandre. Des communes pauvres mises en grande difficulté.

15) Mieux au CPAS ?

Yves Martens (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 14 à 17, 15.191 caractères**

Selon le président du MR, les personnes aidées par les CPAS sont privilégiées par rapport aux travailleur.euse.s à bas salaires et les CPAS mieux placés pour remettre à l'emploi les chômeurs de longue durée. Vrai ou faux ?

16) Une menace grave pour les CPAS et les communes populaires

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 18 à 20, 9.144 caractères**

Ces dernières années, les CPAS ont affronté des crises successives qui les ont fragilisés. L'exclusion massive de chômeurs pourrait être le clou de leur cercueil, en particulier dans les communes les plus pauvres.

17) Schaerbeek contre une limitation des allocations de chômage

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 36 à 41, 26.671 caractères**

Plusieurs conseils communaux ont été invités par le CSCE à se positionner contre le projet de couper les allocations de chômage après deux ans. Celui de Schaerbeek est le premier à l'avoir fait.

18) Limitation à deux ans : le compte est-il bon ?

Yves Martens (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 45 à 48, 18.317 caractères**

Il est bien sûr impossible de quantifier une mesure qui n'est encore qu'en projet. Il importe cependant d'analyser d'ores et déjà en détail qui pourrait être concerné. D'autant plus quand il y a des indices...

19) Quand la presse dérange

Isabelle Philippon (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 54 à 57, 18.000 caractères**

Les journalistes et autres lanceurs d'alerte sont de plus en plus souvent victimes de procédures bâillons visant à les intimider. La plainte déposée contre nous par Alexandre Penasse, le rédacteur en chef de Kairos, ressemble à s'y méprendre à ce type de tentative (moyens financiers en moins).

20) Le drame qui a servi de détonateur

Isabelle Philippon (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 58 à 60, 13.500 caractères**

L'assassinat – par l'explosion de sa voiture – de Daphne Caruana Galizia a allongé la liste des exactions commises contre les journalistes d'investigation. Il a aussi jeté une lumière crue sur les procédures bâillons qui visent à museler la presse, et lancé le coup d'envoi de la lutte contre ces recours abusifs à la justice.

21) Trop de juges frileux et d'avocats peu soucieux de l'éthique ?

Isabelle Philippon (CSCE)

***Ensemble !*, n° 114, p. 61 à 62, 9.200 caractères**

La lutte contre les procédures abusives intentées contre la presse questionne, avant tout, la responsabilité sociétale des avocats. Ils n'ont pas tous la même éthique...

22) Coups de boutoir contre la liberté d'expression

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 63 à 66, 18.200 caractères

Les tribunaux sont encombrés par des procédures bâillons initiées par des « puissants » qui instrumentalisent la justice pour faire taire des opposants, journalistes, ONG ou autres lanceurs d'alerte. Un réel coup de force contre la démocratie.

23) Ta maison est payée ? & Procédure bâillon contre la RTBF

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 112, p. 67 à 70, 15.800 caractères

« Le public pense qu'on ne lui dit pas toujours tout, il a souvent raison : on tait des infos chaque jour simplement parce qu'elles coûteraient trop cher à défendre » : le risque d'un procès provoque, parfois, de l'autocensure dans le chef des journalistes. Témoignages. - Le Conseil de déontologie journalistique a décidé qu'une plainte déposée par *Kairos* et son rédacteur en chef Alexandre Penasse à l'encontre de la RTBF était non fondée. Plainte que la RTBF estime relever de la procédure bâillon.

24) Ces médias de la galaxie Bolloré, marchepieds de l'extrême droite

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 71 à 74, 14.000 caractères

Ils sont de fervents partisans du RN, et ne s'en cachent pas. Les télévisions du milliardaire Vincent Bolloré, qui battent des records d'audience, font campagne pour l'extrême droite.

25) Les chats de Marine, le pecorino de Jordan, et la France à feu et à sang

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 75 à 77, 9.100 caractères

L'obsession de Marine Le Pen ? Rendre son parti fréquentable. Pari réussi haut la main, et pas seulement grâce aux médias Bolloré...

26) Accélérer la numérisation, quel qu'en soit le prix humain

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 83 à 93, 50.000 caractères

Le texte de l'Ordonnance « Bruxelles numérique », porté par le ministre de la Transition numérique dans le précédent exécutif bruxellois, a rencontré de fortes oppositions au sein de la population. Chronique d'un mouvement social marquant de la législature 2019-2024.

27) Quel avenir pour les protections sociales de l'accès au gaz et à l'électricité ?

Antoine Printz (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 103 à 106, 16.255 caractères

Le dernier Baromètre de la précarité énergétique réalisé par la Fondation Roi Baudouin montre que certains mécanismes fédéraux et régionaux ont été relativement efficaces pour garantir l'accès à l'énergie pendant la crise. Leur avenir est cependant incertain.

28) Mawda : autopsie d'un crime d'État

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Ensemble !, n° 114, p. 107 à 115, 41.219 caractères

Un livre de Manu Scordia, sorti en début d'année, retrace en bande dessinée les événements entourant la mort de la petite Mawda, deux ans, tuée en 2018 par un tir de policier. Six ans plus tard, l'ouvrage entretient la mémoire des faits... et la vigilance nécessaire.

29) Livraison de plats à vélo : exploitation sans limite, y compris judiciaire !

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Ensemble !, n° 115, p. 18 à 29, 47.640 caractères

Depuis une dizaine d'années, les livreurs cyclistes font régulièrement la Une des journaux, en raison de leurs conditions de travail, de leurs grèves, ou encore des procès intentés pour faire reconnaître leur statut de salariés. Pourtant gagnants en justice face à Deliveroo, rien ne change pour les livreurs... Le point sur la situation.

30) Consommer les travailleurs

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Ensemble !, n° 115, p. 38 à 51, 56.720 caractères

Martin Willems est permanent au sein de la centrale des syndicats chrétiens (CSC). Depuis 2017, il lutte inlassablement aux côtés des livreurs, de Deliveroo comme d'autres entreprises, pour tenter d'arracher le statut de salarié auquel ils ont droit. Rencontre.

31) Le fait, ce grand absent

Isabelle Philippon (CSCE)

Ensemble !, n° 115, p. 52 à 55, 17.100 caractères

Nos vies sont devenues bavardes : tel est, en substance, le constat inquiet posé par la philosophe et politologue française Géraldine Mulhmann. Ce bavardage, explique-t-elle dans son livre « Pour les Faits », est non seulement vain et bruyant mais, plus grave, il engloutit la « matière factuelle », c'est-à-dire le fait dont on est censé parler, au profit du commentaire, de la narration subjective et partisane.

32) Bruxelles : le statut de client protégé au tribunal

Quentin Marissal et Antoine Printz (CSCE)

Ensemble !, n° 115, p. 57 à 59, 14.791 caractères

La Fédération belge des entreprises électriques et gazières (FEBEG) veut faire annuler un arrêté du gouvernement bruxellois préservant la fourniture d'énergie de clients en défaut de paiement. Une remise en cause de l'encadrement social du marché de l'énergie.

33) Électricité : plusieurs fournisseurs ont accru leur marge

Antoine Printz (CSCE)

Ensemble !, n° 115, p. 60 à 61, 9.012 caractères

La Fédération belge des entreprises électriques et gazières (FEBEG) veut faire annuler un arrêté du gouvernement bruxellois préservant la fourniture d'énergie de clients en défaut de paiement. Une remise en cause de l'encadrement social du marché de l'énergie.

